

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230612-lmc1205638-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 15 juin 2023
Date d'affichage : 15/06/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/249 PLAN DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE DE LA METROPOLE TPM - CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE) 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/249

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : PLAN DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE DE LA
METROPOLE TPM - CONVENTION D'APPUI À LA
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À
L'EMPLOI (CALPAE) 2023 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (dite « Plan Pauvreté »), présentée par le Président de la République le 13 septembre 2018,

VU l'instruction n°DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'État et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »,

VU l'instruction n°DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des Conventions d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE),

VU l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SDPAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »,

VU la convention d'appui au plan de solidarité territoriale de la Métropole avec l'État pour les années 2020 - 2022,

VU la CALPAE signée le 18 novembre 2020 entre l'État et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°21/6 du 04/01/2021 autorisant le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant 1 à la convention d'appui au plan de solidarité 2020 - 2021 - 2022,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°21/426 du 26/07/2021 autorisant le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant numéro 2 à la CALPAE, signée le 8/11/2021 entre l'État et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2022/19 du 19/01/2022 relative aux Conventions d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi (CALPAE) départementales, métropolitaines et régionales,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°22/369 du 27/06/2022 autorisant le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant numéro 3 à la CALPAE, signée le 11/10/2022 entre l'État et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux CALPAE départementales, métropolitaines et régionales pour l'année 2023,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et l'Habitat en date du 09 mai 2023,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée mène des actions en direction des publics les plus vulnérables,

CONSIDERANT que la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

CONSIDERANT que l'État entend déployer sur le territoire métropolitain le plan pauvreté par un soutien financier à la Métropole TPM d'un montant prévisionnel en 2023 de 375 000 €,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, en accord avec l'État, retient trois thématiques, dans le cadre du Plan pauvreté mis en œuvre par l'État :

1. La lutte contre la précarité des étudiants et publics vulnérables - aide alimentaire,
2. L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté,
3. La sécurisation du parcours résidentiel,

CONSIDERANT la mise en œuvre des actions, objet de la présente convention, sur la base du bilan 2022 transmis par la Métropole au Préfet de Région et au Préfet de Département, en date du 30 avril 2023,

Et après avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention du Plan de Solidarité État 2023 - Métropole TPM et tous documents contractuels relatifs à ce dispositif.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits reçus au titre de la participation de l'État pour l'année 2023, soit 375 000 €, seront imputés sur le Budget Principal de la Métropole, article 74718, de la manière suivante :

- Opération 5220 « Jeunesse - Proximité », fonction 424 : 61 000 € au titre de la lutte contre la précarité des étudiants et publics vulnérables - aide alimentaire, kit hygiène.
- Opération 5215 « Insertion et aide à l'emploi - Autres actions », fonction 420 : 169 000 € au titre de l'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté.
- Opération 5219 « Logement et Solidarité », fonction 424 : 145 000 € au titre de la sécurisation du parcours résidentiel.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

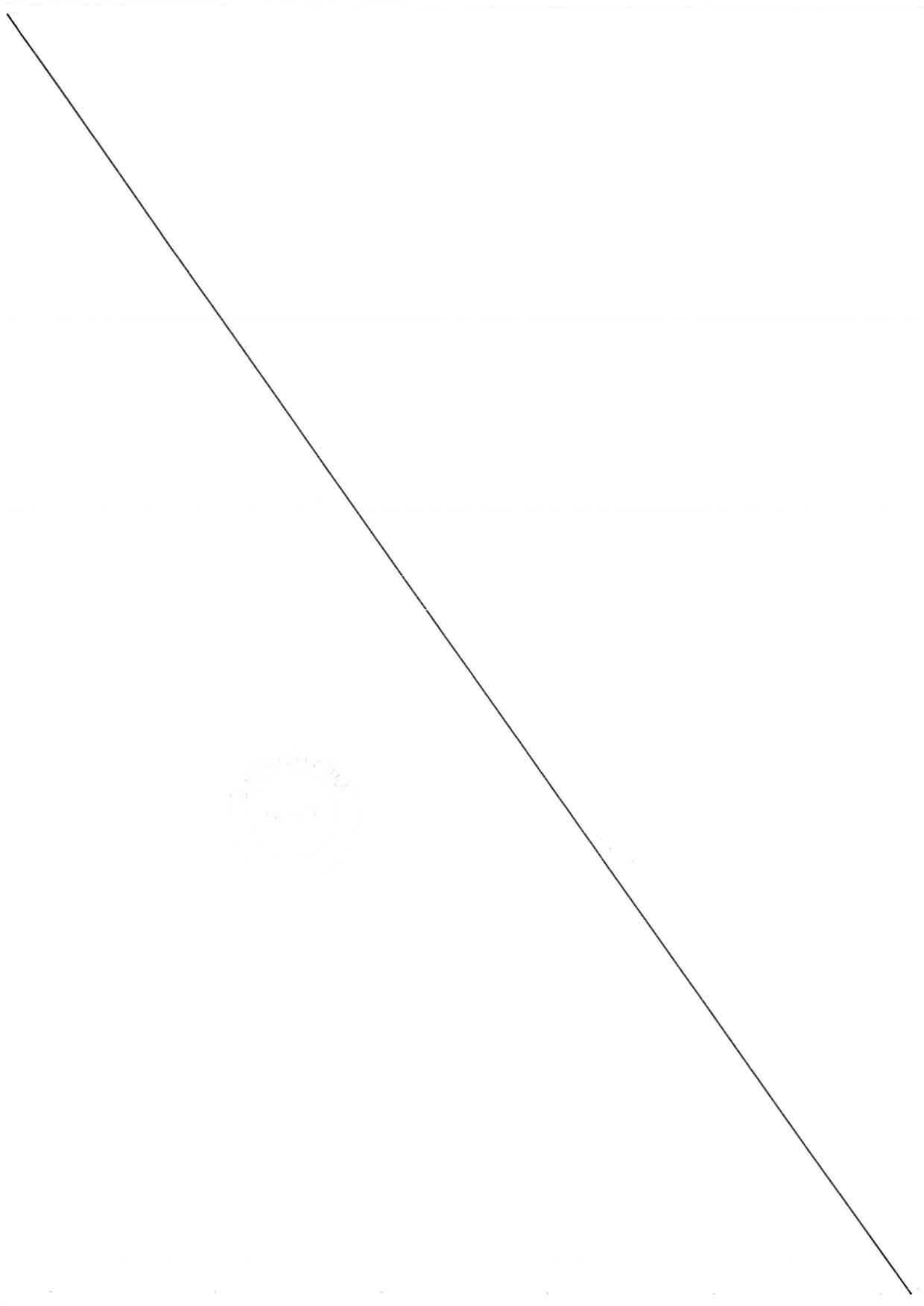
Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0







GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE)

ANNÉE 2023

Entre

L'État, représenté par Evence RICHARD, Préfet du Département du Var, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », d'une part,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, et désigné ci-après par les termes « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », d'autre part,

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023

Vu l'instruction n° DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SD PAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/2020/181 du 20 octobre 2020 modificative relative aux avenants 2020 aux conventions métropolitaines d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi

Vu l'instruction n° DIPLP/DGCS/SD1B/DGEFP/SDPAE/DPE/2021/23 du 19 mars 2021 modificative relative aux avenants aux conventions métropolitaines d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour 2021

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2022/19 du 19 janvier 2022 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales pour l'année 2022

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales pour l'année 2023

Vu l'avenant n° 1 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Vu l'avenant n° 2 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée également le 8/11/2021 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Vu l'avenant n°3 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée le 11 octobre 2022 entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Vu la décision du Bureau métropolitain en date du 30 mai 2023 autorisant le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la présente convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté a prévu dès 2019 la conclusion de conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) avec les Départements, pour une durée de trois ans, de 2019 à 2021, qui ont été prolongées en 2022, et les métropoles de 2020 à 2022, afin de tenir compte des retards pris durant la crise sanitaire et d'atteindre les cibles fixées pour 2022.

Dans le cadre du Pacte des solidarités qui prolonge la Stratégie pauvreté, il est prévu le déploiement d'une nouvelle démarche de contractualisation avec les collectivités territoriales à partir du 1er janvier 2024 via la signature de Pactes locaux des solidarités. Afin d'assurer la transition d'ici 2024, le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées ainsi que le ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion ont décidé la prolongation des actuelles CALPAE avec les conseils départementaux et les métropoles jusqu'au 31 décembre 2023.

Aussi, la présente convention s'inscrit dans la continuité des précédentes contractualisations entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée et dans la nécessaire prise en compte des travaux de France Travail et de lutte contre le non recours.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Préfet et le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissent des engagements réciproques relevant de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et du Pacte des Solidarités.

Ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le plan financier.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par l'État et la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre d'un dialogue avec les autres collectivités locales (et notamment les communes et leurs centres communaux et intercommunaux d'action sociale ainsi que la région), les partenaires associatifs et des personnes concernées, lequel peut prendre la forme d'un comité de pilotage métropolitain réuni régulièrement ; dans cette perspective les acteurs de la protection sociale et de l'emploi (Pôle emploi, CNAF, CCMSA, CNAM, CNAV) seront mobilisés.

Les partenaires territoriaux peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part à la convention, avec l'accord de l'État et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

2.1. Les engagements concourant à la mise en œuvre de la stratégie et du Pacte des Solidarités

La convention porte sur un socle commun d'objectifs. Chaque mesure socle comporte des indicateurs de suivi que la Métropole Toulon Provence Méditerranée renseigne annuellement dans un tableau correspondant. Ces engagements sont décrits en annexe : cette annexe contient un tableau des engagements du socle commun et l'ensemble des fiches actions. Ces fiches, parties intégrantes de la convention, précisent le calendrier de réalisation de chaque action.

Au-delà de ce socle d'engagements, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser des actions, également accompagnées d'indicateurs de résultats, qu'il propose et qui s'inscrivent dans les orientations de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et du Pacte des Solidarités. Ces engagements sont décrits en annexe, contenant le tableau des engagements à l'initiative de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les fiches actions.

2.2. Les engagements financiers de l'État et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'État apporte son soutien financier à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de la présente convention, pour la réalisation des actions décrites à l'article 2.1.

Au titre de l'année 2023, le soutien financier de l'Etat s'élève à un montant de 375 000 €.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif annexé à la présente convention.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à préciser les fiches actions qui seraient modifiées ou nouvellement créées par rapport à la précédente convention 2022, ainsi que le calendrier de réalisation de ces actions, lequel ne devra pas dépasser l'échéance de la présente convention.

2.3. Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'État. Les modalités de pilotage au niveau métropolitain sont définies entre le préfet de département et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en lien avec le préfet de région.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Ce rapport contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés, il précise en annexe l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération métropolitaine en vue d'une transmission au préfet de région et au préfet de département au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant la réalisation des actions, soit le 31 mars 2024. Il est mis en ligne sur l'espace numérique de travail de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et peut être présenté lors d'une conférence régionale des acteurs.

A l'issue du processus d'évaluation de l'exécution des actions déployées *du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023*, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à compléter la matrice des indicateurs annexée à la convention, des résultats obtenus.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

La contribution fera l'objet d'un versement annuel.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les versements seront effectués à :

Dénomination sociale : Service de Gestion Comptable de Toulon

Code établissement : 30001

Code guichet : 00831

Numéro de compte : C8330000000

Clé RIB : 27

IBAN : FR90 3000 1008 31C8 3300 0000 027

BIC :BDFEFRPPCCT

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté », sous-action 04 « Contractualisation avec les Métropoles », du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », code activités 030450192201, domaine fonctionnel associé 0304-19-04. Les contributions financières du fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi sont versées sous réserve de la disponibilité des crédits, pour l'année 2023.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 – CONTRÔLE FINANCIER DE L'ADMINISTRATION

La Métropole Toulon Provence Méditerranée veille à ce qu'il n'y ait aucun report des crédits au-delà de la durée d'exécution de la présente convention. Dans le cas contraire, et à titre exceptionnel, un titre de reversement à l'encontre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra être délivré par l'Etat si les dépenses réalisées pendant la durée d'exécution de la présente convention étaient inférieures au versement effectué, et ce après étude des indicateurs dans la matrice annexée à la convention et du bilan financier annexé au rapport de la présente convention, conformément à l'article 2.

ARTICLE 6 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard le 31 décembre 2023 au Préfet. La Métropole Toulon Provence Méditerranée reste soumise aux obligations résultant de l'article 4 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution de la convention.

ARTICLE 7 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulon après la recherche d'une résolution amiable.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Préfet du VAR

Le Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Evence RICHARD

Jean-Pierre GIRAN

Annexe A – Tableau des engagements 2023 à l’initiative de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Perspectives 2023		
Actions	Porteurs de projets	Financement
1. Lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes : aide alimentaire	Epicerie étudiants La Garde	19 500
	Banque alimentaire	25 000
	TPM FAJ (Kit santé hygiène)	5 500
	UDV Amitiés Cités	11 000
	Sous-total	61 000
2. L'insertion socio-professionnelle des publics en difficultés	Métropole en convergences	147 000
	Brigades Nature	20 000
	AVAF	20 000
	ASFV	20 000
	APS	20 000
	FRAT	20 000
	En Chemin	20 000
	Aladin	12 000
	Promo soins	15 000
	Parcours Educ Activ'jeunes TPM	22 000
	LVP	11 000
	APEA	11 000
	APS (report conv. 2022 jusqu'au 31.12.23)	-
	Sous-total	169 000
3. Coordination des actions de sécurisation du parcours résidentiel	URHAJ	30 000
	AIVS	115 000
	Sous-total	145 000
Total		375 000

Les projets proposés s’inscrivent dans les orientations de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du Pacte des Solidarités.

Annexe B : Fiches actions 2023

FICHE ACTION N° 1.1 2023

Intitulé de l'action : Soutien aux structures d'aide alimentaire et aux besoins de première nécessité

Descriptif de l'action :

Appui auprès des associations d'aide alimentaire intervenant auprès des jeunes, des étudiants et plus globalement des publics vulnérables sur la Métropole. Ce soutien permettra d'amplifier leurs interventions au regard des besoins des publics, de rompre l'isolement, de favoriser les échanges.

Date de mise en place de l'action : 2020.

Durée de l'action : annuelle et reconductible chaque année.

Partenaires co-financeurs : ETAT

Budget global de l'action par année : 152 231 €.

Participation	2020	2021	2022	2023
Métropole TPM	102 231 €	102 231 €	102 231 €	102 231 €
Etat	50 000 €	50 000 €	50 000 €	61 000 €

Proposition de structures pour 2023 :

- Banque alimentaire : 25 000 €.
- Epicerie étudiante : 19 500 €.
- Kits hygiène-santé : 5 500 €.
- Amitiés Cité 11 000 €.

Rappel des objectifs convention initiale 2020-2021-2022 :

Indicateurs	2020	2021	2022
Nombre de bénéficiaires	1 400	1 800	2 500
Volumes distribués	162 tonnes	210 tonnes	290 tonnes
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées)			

Résultats et progression :

Indicateurs Banque Alimentaire	2020	2021	2022
Contribution à l'achat de denrées alimentaires	Exemples quantifiés : 22 000 litres de lait ; 32 000 boîtes de conserves ; 10 000 litres d'huile...	Produits laitiers, plats cuisinés, boissons, céréales, condiments, potages, œufs, conserves, chocolat...	Idem.
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire (nombre de structures financées)	Partenariat avec la Croix Rouge, le Secours Catholique, Saint Vincent de Paul, Groupe GES Sendra...	Partenariat avec 79 associations.	Partenariat avec 46 associations sur TPM et 90 sur le Département.
Nombre de bénéficiaires	-	40 863 bénéficiaires dont 25 % de 15-25 ans/5 285 étudiants servis (Epicerie Etudiants et distribution avec la FEDET)	3 451 bénéficiaires servis par semaine sur TPM (dont 900 étudiants servis par la BA et l'épicerie étudiants). Les 15/25 ans représentent 18 % des personnes aidées (Epicerie étudiants, Fedet et autres associations) et 7 726 bénéficiaires sur le département.
Volume distribué	-	217 palettes/2 023 tonnes	1 134 tonnes sur TPM et 2 684 306 kg sur le département. Equivalant à 35 600 paniers ou 552 000 repas sur TPM.
Eléments qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> - Livraison directe de paniers repas aux étudiants. - Lien social. - Synergie des acteurs de terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> - Livraison directe de paniers repas aux étudiants. - Lien social. - Synergie des acteurs de terrain. 	Idem.

Indicateurs Epicerie étudiants	2020	2021	2022
Nombre de bénéficiaires	1 400.	1 100.	2119.
Volumes distribués/paniers	3 200 paniers supplémentaires. 20 600 € de denrées supplémentaires.	Plus de 2 tonnes (14 685 paniers).	183 617 kg pour 16 541 paniers.
Eléments qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> - Visibilité accrue auprès des étudiants et établissements ESR. - Partenariat avec le CROUS avec distribution de paniers 	L'épicerie explique la baisse de bénéficiaires par le fait que les jeunes ont retrouvé des petits boulots, jobs étudiants d'une part, et par le fait que la BA	Augmentation du nombre de bénéficiaires due à la crise économique. Pour maintenir un niveau de paniers suffisants et suite à une diminution des dons, l'épicerie étudiants a dû acheter plus de produits secs et, pour

	gratuits pendant la fermeture du CROUS. - Lien social.	distribue des paniers (produits secs et hygiène) toutes les semaines avec la FEDET d'autre part.	l'équilibre alimentaire des étudiants, davantage de fruits et légumes.
--	---	--	--

Indicateurs Kits Hygiène-Santé	2021	2022
Nombre de kits distribués	309/6 mois.	329.
Éléments qualitatifs	Retours positifs des bénéficiaires : intérêt, utilité, contenance adaptée.	Idem.

Indicateurs Amitiés Cité	2022
Nombre de bénéficiaires	155 familles/421 personnes. Les jeunes 15/25 ans représentent 17,41 % des bénéficiaires.
Volume distribué	30 726,16 kg
Consolidation du partenariat avec les structures d'aide alimentaire	ANDES, Banque Alimentaire, Casino, Biocoop, Franprix, Utile, Département, Région, Revivre, Caf

FICHE ACTION N° 2.1 2023

Intitulé de l'action : Une Métropole en convergences

Descriptif de l'action :

A destination des SIAE pour réaliser un accompagnement socio-professionnel global des publics très éloignés de l'emploi. Ces SIAE mettant en commun des projets sur la métropole notamment au travers d'ateliers collectif et de dispositif d'accompagnements individuels renforcés des salariés en insertion. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social. Ce soutien vise également à permettre le suivi des parcours post-chantier pour stabiliser les sorties positives en emploi et en logement.

Date de mise en place de l'action : 2020

Durée de l'action : du 01/01/2023 au 31/12/2023, reconductible

Partenaires co-financeurs : ETAT / TPM

Budget global par année de l'axe 2 Insertion : 640 000 €
dont 147 000 € pour 7 structures ACI et 1 structure Santé

Participation	2020	2021	2022	2023
Métropole TPM	490 000 €*	490 000 €*	490 000 €* + 12 000 €	490 000 €*
Etat/ DDETS	150 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000 €

*subventions en droit commun de SIAE et marchés d'insertion

Proposition de structures pour 2023 : répartition des 147 000 €, action 2.1

APS : 20 000 €	ASDFV : 20 000 €	ALADIN : 12 000 €	PROMO SOINS : 15 000 €
AVAF : 20 000 €	FRAT : 20 000 €	BRIGADES NATURE : 20 000 €	EN CHEMIN : 20 000 €

Objectifs poursuivis et progression :

Indicateurs	2020	2021	2022	2023
Nombre de personnes aidées (public CIBLE)	196 personnes reçues (sur 200 prévues)	422 personnes reçues (sur 200 prévues)	464 personnes reçues (Sur 400 Prevues)	400 Prévues
Public très précaire	15%	229 (soit 54% sur 15% prévus)	246 (sur 20% prévus)	20% prévus
Typologie du public *	- hébergement précaire (SDF, logement)	- hébergement précaire (SDF, logement)	- hébergement précaire (SDF, logement)	- hébergement précaire

	<i>insalubre, hébergé par un tiers...)</i> - très éloigné de l'emploi (<i>voire sans expérience</i>) - secteur TPM	<i>insalubre, hébergé par un tiers...)</i> - très éloigné de l'emploi (<i>voire sans expérience</i>) - secteur TPM	<i>insalubre, hébergé par un tiers...)</i> - très éloigné de l'emploi (<i>voire sans expérience</i>) - secteur TPM	(SDF, logement insalubre, hébergé par un tiers...) - très éloigné de l'emploi (<i>voire sans expérience</i>) - secteur TPM
Nombre et nature des freins levés **	Logement / Estime de soi	Logement / Confiance et estime de soi	Logement – Confiance et estime de soi – Mobilité – Expression orale - Techniques de recherche d'emplois et de logement	
Taux de sorties dynamiques	9% : - 12 sorties Emploi - 6 problématiques Logement résolues	35% (<i>sur 15% prévus</i>) de sorties emploi positives 27,5% de solutions logement	49% (<i>sur 20% prévus</i>) du public sortant (emplois durables, de transition ou sorties positives) + 19 % de solutions logement (autonome ou hébergé par un tiers)	

***Public cible :**

- Adultes très éloignés de l'emploi, sans qualifications ou expériences professionnelles, en situation de rupture professionnelle moyenne ou longue durée...
- Adultes confrontés à une problématique de logement (logement précaire, hébergements d'urgence ou par un tiers, sans hébergement...) et en difficulté dans la gestion d'un logement

**** Grille d'évaluation des indicateurs :**

- Caractéristiques des bénéficiaires à l'entrée et la sortie du Parcours (tranches d'âge, domiciliation, statut demandeur d'emploi, mobilité, statut logement, cumul des problématiques)
- Nature et nombre de sorties vers le droit commun (Emploi/logement/autres résolutions de freins)
- **2023 : Les différentes problématiques à l'entrée et à la sortie du parcours devront être détaillées pour évaluer l'évolution de la levée des freins en lien avec l'action.**

Analyse qualitative : Nature et nombre de supports d'ateliers collectifs et d'entretiens individuels, durée moyenne des parcours...

Données au 31/12/22 :

	Prév.	Réalisé
Nombre de bénéficiaires tous publics confondus	/400	464
Nombre de bénéficiaires public précaire	200 / 20%	246 soit 53% du public
Taux de sorties dynamiques	/ 20%	49 % du public sortant avec 67 sorties emploi positives + 19% de solutions logement (47 solutions logement)
Freins levés		Logement – Confiance et estime de soi – Mobilité – Expression orale - Techniques de recherche d'emplois et de logement

FICHE ACTION N° 2.2

Intitulé de l'action : Parcours Educactiv' Jeunes

Objectifs de l'action

L'objectif général est d'amener les jeunes de 16 à 25 ans vers les dispositifs de droit commun (E2C, apprentissage, CEJ...) qui seront ensuite des tremplins pour la concrétisation de leurs insertion professionnelle et sociale (au regard du logement notamment et plus globalement levée des freins).

Descriptif de l'action (triptyque) :

- **Accompagnement renforcé** de 12 jeunes de 16 à 25 ans (objectif quantitatif global des 2 Clubs de prévention, soit 6 jeunes accompagnés par association) - Individualisé
- Mise en place **d'ateliers collectifs** (ou actions collectives) visant l'estime de soi, la sensibilisation santé, logement, les codes de l'entreprise, de l'insertion etc : activités théâtre, intervention point santé jeunes, activités sportives visites partenaires, SPE...
Intérêt de l'action collective : travail sur d'autres aspects que la problématique individuelle. Partage entre pairs. Sens du collectif, réalisation/progression/apprentissage en commun.
- Participation à une **action collective solidaire** et/ou de dépassement de soi pour mettre en mouvement le jeune et lui apporter une première étape de professionnalisation, de mobilisation : action solidaire auprès d'une association d'aide à d'autres publics (EHPAD, démarche caritative...) ; chantiers citoyens, solidaires ; journées pédagogiques...
Intérêt de l'action solidaire : inverser la « dimension » du jeune dans son rôle d'acteur de son parcours (et pas uniquement « receveur » ou demandeur mais de « contributeur » à une action de solidarité).
Aucune rémunération prévue mais possibilité de mobiliser le **FAJ** pour soutenir des projets individuels de jeunes en fonction des profils (majeurs) et des projets d'insertion de chacun. Une commission pourra être mise en place avec le service jeunesse et Cohésion sociale de TPM avec les Clubs de prévention pour analyser les situations.

Date de mise en place de l'action : 2021 (**Chantiers** Educactiv'jeunes) - réadaptation du projet en 2022/2023 (**Parcours** Educactiv'jeunes) : convention du 01/08/22 au 31/07/23.

Durée de l'action : du 01/08/2023 au 31/12/2023

Partenaires co-financeurs : ETAT/TPM

Budget global de l'action par année : 22 000 € pour 2 clubs de Prévention.

Structures conventionnées pour 2023 : **LVP : 11 000 € ; APEA : 11 000 €.**

APS : Un report de l'action 2022/2023 est accordée à l'association pour réaliser ses objectifs de la convention initiale 2022/2023 jusqu'au 31/12/23.

Objectifs globaux poursuivis en 2023 (5 mois) :

Indicateurs	2023
Nombre de personnes aidées (<i>public CIBLE</i>)*	12
Caractéristique du public Nature des freins levés**	Cf grille
Taux d'accès à des dispositifs de droit commun / sorties dynamiques (Apprentissage, inscription SPE, E2C, CEJ, services civiques, IAE, emploi, formation, re-scolarisation...)**	20%

***Public cible :**

- Jeunes précaires, en rupture sociale, scolaire, professionnel et/ou familiale, repérés en risque de rupture sur l'ensemble du territoire TPM.
- Jeunes non captés initialement par le Club de prévention : repérage coordonné avec les partenaires (ML, structures d'accueil ados ASE, lieux d'hébergement d'urgence...)

**** Grille d'évaluation des indicateurs :**

- Caractéristiques des jeunes à l'entrée et la sortie du Parcours (tranches d'âge, domiciliation, statut DE, mobilité, statut logement, cumul des problématiques)
- Nature et nombre de sorties vers le droit commun (Emploi/logement/autres résolutions de freins)
- **2023 : Les différentes problématiques à l'entrée et à la sortie du parcours devront être détaillées pour évaluer l'évolution de la levée des freins en lien avec l'action.**

En fonction des actions et les porteurs (analyse qualitative) :

- Nature et nombre de supports d'activités collectives (voire d'ateliers collectifs, d'entretiens individuels, durée du parcours, nombre et montants des FAJ individuels sollicités...)
- **2023 : Les actions solidaires devront être menées au maximum au regard des parcours des jeunes.**

Données au 15/03/23 : Parcours Educactiv'jeunes TPM (sur précédent objectif de 30 jeunes pour 3 clubs de prévention).

	Prévisionnel	Réalisé
Nombre de bénéficiaires	30	27 (dont : 26% de mineurs ; 67% de jeunes issus de QPV)
Taux de sorties dynamiques	/ 15%	Sur les <u>18 jeunes sortants</u> : 28 % de sorties dynamiques : 3 emplois, 1 entrée en apprentissage, 1 reprise d'études. 6 jeunes ont intégré le CEJ soit 33%. 3 hébergements en structure ALT
Freins levés		Accès aux droits, logement, familiale, prévention santé, resocialisation, reprise de confiance, définition de projet professionnel, insertion professionnelle et scolaire.

FICHE ACTION N°3.2 AIVS LE TOIT

Intitulé de l'action : INTERMEDIATION LOCATIVE

Contexte de l'action :

En 2022, les fonds « CALPAE » ont été mobilisés au profit de l'AIVS « Le Toit » par l'intermédiaire d'une convention signée en juillet. Ce financement répond aux éléments du bilan produit par la FAPIL en janvier 2022. Ainsi, est apparu la nécessité de renforcer la gestion locative adaptée (GLA) au sein de l'association avec pour objectifs d'améliorer :

- La sécurisation des bailleurs ;
- Le soutien aux familles en difficulté ;
- La médiation avec les bailleurs pour la mobilisation de travaux (amélioration de l'étiquette énergétique / décence) ;
- La promotion du conventionnement ;
- Les volumes et la qualité des logements captés.

La convention signée entre la Métropole TPM et l'AIVS « Le Toit » prévoit le renforcement des missions GLA :

- Par une stratégie RH des équipes au travers notamment de recrutements sur la mission GLA (50 K€ / Soit 1 ETP)
- Par la mobilisation de mesures d'accompagnement de type ASLL -FSL via l'organisation du FSL MTPM

Date de mise en place de l'action : 2022

Durée de l'action : annuelle et reconductible

Partenaires co-financeurs : Etat

Budget :

Structure	Montants 2022 - 2023
AIVS	GLA 50 000 € (1 ETP) + 30 mesures ASLL-FSL 65 000 € soit au total 115 000 €.

Objectifs poursuivis et progression : (éléments de 03/23)

L'action a débuté de manière effective en octobre 2022. La subvention a permis d'amorcer :

- Le renforcement des équipes GLA + travailleurs sociaux
- La mise en place de process et la structuration de l'accompagnement social au travers de mesures ASLL

➤ **Renforcement de la GLA**

Les gestionnaires en charge de la GLA consacraient jusqu'à présent environ 20 % de leur temps de travail à la prospection. En effet, l'AIVS ne bénéficie pas d'un poste dédié à cette activité.

L'AIVS a dans un premier temps allégé la charge de travail « prospection » des personnes impliquées dans la GLA. De la sorte, un équivalent d'un demi temps plein, au travers des trois salariées gestionnaires basée à Toulon, a pu être redéployé sur la GLA.

Du point de vue de la prospection, cela a eu pour conséquence une perte nette de 22 logements situés sur la Métropole TPM entre septembre et décembre 2022. Mais il faut noter néanmoins que ce phénomène de baisse du stock s'explique par d'autres éléments qui sont la conséquence directe du renforcement de la GLA :

- La multiplication des visites à domicile dans le cadre des suivis individualisés a permis d'identifier des logements ne répondant pas aux critères de décence et de confort, ce qui a donné lieu à des résiliations de mandats de la part de l'AIVS ;
- Le travail mené par les gestionnaires GLA suite aux lois « climats et résilience » s'agissant de l'amélioration énergétique du parc a eu pour conséquence le non renouvellement et la résiliation de mandats lorsque les propriétaires ont refusé de faire les travaux préconisés.

En revanche, le parc de logements conventionnés a été maintenu et la structure qualitative du parc s'est de fait amélioré

La Maison Départementale de l'Habitat a par ailleurs recruté une nouvelle gestionnaire locative début septembre, qui a été en partie mobilisée sur l'AIVS, ce qui a permis d'alléger ponctuellement les gestionnaires en charge de la GLA sur certaines missions : état des lieux, visites, gestion des sinistres.

Le maintien du parc étant l'un des objectifs imposés par les différents financeurs de l'AIVS, il est essentiel pour l'association de continuer à capter. En effet, sans nouvelles captation, pas d'offre abordable de logements pour les plus précaires.

Il a donc semblé nécessaire de recruter un prospecteur pour alléger les missions des gestionnaires et faire en sorte que leur temps de travail soit dédié intégralement à la GLA. Dans cet objectif, nous avons ouvert dès le mois de novembre un recrutement pour le poste de prospecteur, pas encore couvert.

➤ **Renforcement de l'accompagnement social**

L'AIVS « Le Toit » a entrepris un travail d'amélioration et de renforcement de l'accompagnement social des ménages par une stratégie RH globale au sein de la MDH.

Le financement alloué par MTPM a permis en partie le recrutement d'un travailleur social supplémentaire au sein de la MDH, redéployé pour l'équivalent de 0,5 ETP exclusivement sur les missions de l'AIVS « Le Toit ». Il est encore trop tôt pour mesurer les effets liés à ce renfort qui est récent.

- ⇒ Le renforcement des missions de l'AIVS passe nécessairement par le recrutement d'ETP supplémentaires.

Il ressort du rapport de la FAPIL que l'AIVS « Le Toit » est sous-dotée en matière de GLA. En effet, la moyenne nationale au sein du réseau FAPIL est d'un gestionnaire GLA pour 80 Lots en excluant la mission de captation. L'AIVS ne disposait jusqu'à présent que de deux gestionnaires pour environ 130 lots pour chacune, tout en assumant la mission de captation. Le financement ponctuel octroyé par TPM permet le renforcement des équipes de manière transitoire. Une convention pluriannuelle est indispensable pour l'attractivité des emplois proposés, une organisation pérenne et stable des équipes, pour la visibilité de l'offre de service auprès des propriétaires-bailleurs et des locataires et le réenclenchement d'une dynamique de captation.

➤ **Mobilisation de mesures ASLL**

Au titre du second semestre 2022 l'AIVS a identifié 24 ménages pour intégrer les mesures ASLL avec différents niveaux d'accompagnement à mobiliser :

- 19 actions lourdes qui s'inscrivent dans la durée (6 mois renouvelable) : impayés de loyer constants, problématique d'entretien logement (actions éducatives et/ou signalements), FSL maintien et/ou accès, FSE, dossiers de surendettement....
- 16 actions légères : médiation pour les droits et devoirs de chacun, action éducative (budget / entretien logement), régularisation CAF, régularisation impôts, ouverture de droits (retraite, allocation logement, prime activité) ...
- 15 actions ponctuelles : troubles anormaux du voisinage, problèmes techniques liés au logement, négociation d'un plan d'apurement, démarches administratives (MDPH, demande et renouvellement de demande hlm) ...

Certains ménages cumulent plusieurs problématiques nécessitant à la fois des actions permanentes qu'elles soient légères ou lourdes et des actions ponctuelles.

Un processus, pour l'instant informel, doit être structuré et mis en place dès le mois de mars en coordination avec la Métropole TPM afin de pouvoir bénéficier d'outils de suivis et de reporting efficaces. Un premier bilan pourra être produit dès le mois de juin 2023

PREMIERS CONSTATS

Après 4 mois de mise en œuvre effective de la convention, il est difficile d'avoir le recul nécessaire s'agissant de l'impact du financement accordé par TPM sur les missions de l'AIVS « Le Toit ». Néanmoins, la réorganisation de la GLA amorcée en interne a permis :

- Un travail approfondi sur l'assainissement de parc. Ainsi l'AIVS propose une offre de logement abordable plus qualitatif et moins énergivore au détriment du stock (-22 logements).
- Une légère augmentation de logements conventionnés en loyer social et très social tant en part (de 35% à 38%) qu'en volume (+2%).

Le renfort de la GLA et de l'accompagnement social devrait à terme permettre une meilleure maîtrise du risque locatif, une chute du taux d'impayés et des procédures contentieuses.

Le recrutement d'un prospecteur permettra de poursuivre le travail d'amélioration du parc existant tout en maintenant à minima le stock.

S'agissant de l'accompagnement social, des process et des outils de suivi sont en cours d'élaboration. L'objectif étant de mieux structurer en interne le suivi des ménages et de fluidifier les rapports avec nos partenaires. La Métropole MTPM par ce financement offre une opportunité à l'AIVS de développer et d'améliorer le travail social menée en lien avec la GLA. Jusqu'à présent, les financeurs principaux de l'AIVS, l'Etat et le Département, ne subventionnaient que du fonctionnement.

A noter, en termes comptables, un report de 95.000 euros en fonds dédiés sur 2023 sur les 115.000 reçu de la Métropole. Ce report correspond essentiellement aux engagements de renforcement en matière de ressource humaines : réinvestissement à 100% par les gestionnaires sur la GLA, accroissement de la capacité experte en intervention sociale.

FICHE ACTION CALPAE N°3.3 URHAJ PACA CORSE

Intitulé de l'action :

Accès au logement avec dimension intergénérationnelle et inclusion numérique (jeunes 16-30 ans).

Contexte de l'action :

Dans un contexte où le logement est un pilier de l'insertion globale des jeunes mais n'est pas suffisant, il est nécessaire dans certains cas d'accompagner la finalisation des projets d'insertion des jeunes. Il s'agit aussi d'apporter une réponse aux situations repérées de jeunes plus proches de l'autonomie mais relevant d'un soutien à poursuivre (sortants de FJT, étudiants bénéficiaires du FAJ Métropolitain en situation d'hébergement temporaire...).

La sécurisation du parcours de finalisation d'une formation ou de l'accès vers l'emploi peut aussi s'orienter vers l'objectif de créer du lien social, de valoriser les compétences d'usage par les jeunes des nouvelles technologies. Le projet « inné » porté par l'URHAJ PACA correspond à ce dernier objectif. Cette action comporte deux axes :

- Création d'une offre adaptée de logement (accompagnement global renforcé) ciblant les jeunes en cours ou en finalisation d'insertion (formation et/ou emploi), ayant besoin d'une « impulsion » ; stabiliser le projet d'insertion durable sur le territoire. Le volet partenarial (formation et emploi) est essentiel dans ce projet (partenariat avec un bailleur (privé ou social), la création de place en FJT diffus, la captation de logement IML (parc privé).
- L'engagement solidaire des jeunes logés et l'inclusion par le numérique :
Déploiement du dispositif iNNé© porté par le réseau Habitat Jeunes (appui sur l'intergénérationnel afin lutter contre la fracture numérique et l'isolement des seniors et créer du logement accessible aux jeunes en centre-ville)
Les jeunes logés et accompagnés s'engagent bénévolement 4H par mois vers des personnes âgées, dans la prise en main d'outils informatiques & numériques à travers plusieurs ateliers thématiques, aidés par une animatrice numérique, salariée de l'URHAJ.

Lien avec la stratégie pauvreté :

La stratégie pauvreté dans ses engagements n°4 et 5 vise la sortie durable de la pauvreté notamment via l'insertion par le logement comme socle de l'insertion par l'emploi, notamment pour le public « jeunes ». Aussi, elle conforte le travail d'animation et de coordination des acteurs, la mobilisation des personnes concernées, notamment via la participation citoyenne.

Date de mise en place de l'action : 2021

Durée de l'action : Durée du plan.

Partenaires : Etat, TPM, URHAJ Orphelin apprentis d'Auteuil

Budget 2022 et propositions 2023 :

Budget		2021	2022	2023
Participation (DDETS)	Etat	30 000 €	30 000€	30 000€

Objectifs poursuivis et progression :

L'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, vise à favoriser le parcours résidentiel des métropolitains en sécurisant les bailleurs, en fluidifiant les parcours et en développant des partenariats efficaces.

Objectifs généraux et opérationnels	Bilan 2021	Bilan 2022	Perspectives 2023
Création d'une offre de solutions de logement et d'accompagnement spécial « jeunes » : Mobilisation : FJT, Foyer Soleil, IML parc privé)	Prise de contact avec les partenaires et accompagnement technique des dossiers	Projet non abouti : Accompagnement d'un projet de création foyer Soleil 7-8 logements (bailleur Logirem). Coordination préalable effective avec la CAF, visite des logements. La LOGIREM n'a pas poursuivi dans ce projet. Perspectives : rencontre avec 3 autres bailleurs sociaux intéressés par la démarche	Rencontre avec 3 autres bailleurs sociaux intéressés par la démarche. Réunions techniques à programmer.
	Réalisé : Captation de 5 logements dans le parc privé (IML renforcé) : 05/2022	Réalisé : Continuité de l'action et contact des orphelins apprentis d'Auteuil pour financement dès 2023 de l'accompagnement social au titre des 5 logements captés. Organisation du « sourcing » des jeunes avec les partenaires (lien FAJ et mission locales effectif, avec création d'un commission)	Demande de subvention des OAA auprès de MPTM pour la gestion et l'accompagnement des 5 logements.

Créer les conditions du déploiement du dispositif « Inné »	Discussions avec la Logirem pour développer une démarche participative portant sur le numérique entre les jeunes logés dans la résidence Belvédère et ses résidents seniors	<p>Du fait de la non réalisation du partenariat avec la LOGIREM la mise en place du dispositif iNNé© est décalée.</p> <p>Après avoir expérimenté le dispositif à Marseille, dans une logique d'essaimage les adhérents du réseau peuvent porter eux-mêmes iNNé©.</p>	<p>Suite à cette prochaine captation ou dans le cadre des 5 logements captés par les OAA la perspective du déploiement du dispositif « iNNé© » est envisagée.</p> <p>A réaliser : les portraits des jeunes du dispositif iNNé©, une fois mis en place.</p>
---	---	--	--

La poursuite de cette action semble cohérente, bien que les objectifs soient partiellement validés. D'ailleurs l'engagement de la Métropole auprès des OAA est le signe que le public jeune doit bénéficier d'une mobilisation pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Annexe C : Délibérations de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Conventions

- Délibération du 4 janvier 2021 : Avenant n°1
- Délibération du 26 juillet 2021 : Avenant n°2
- Délibération du 11 octobre 2022 : Avenant n°3
- Conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signées 2020, 2021, 2022.

